

Paris le 28 octobre 2024



SUPPRESSIONS D'EMPLOIS 2025 ET NON RECRUTEMENTS À LA DGFIP : LA DOUBLE LAME DE L'AUSTÉRITÉ

DE NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS AU MÉPRIS DES ENGAGEMENTS PRIS

En 2025, et au mépris des engagements pris par Jérôme Fournel l'année passée, la DGFIP supportera encore 550 suppressions d'emplois supplémentaires soit 33 861 suppressions depuis la création de la DGFIP !

C'est plus de 28 % du total des effectifs supprimés en 17 ans !

Au titre de 2025, c'est 25 % du total des suppressions dans la fonction publique d'état !

Une baisse du montant des crédits de personnel est par ailleurs projetée pour les années 2026 et 2027, ce qui préfigure sans doute de nouvelles suppressions !

JUSQU'À QUAND ?

Dans le détail, la saignée porte principalement sur la catégorie B.

Les directions départementales supportent 730 suppressions d'emplois pour permettre 50 créations de postes en administration centrale et le renforcement des directions spécialisées, notamment celles chargées de la lutte contre la fraude fiscale.

La mission Fiscalité des particuliers (SIP et centre de contacts) devrait être la plus impactée par ces suppressions.

Solidaires Finances Publiques dénonce la logique sacrificielle qui prévaut pour la DGFIP au détriment d'un service public de qualité, de la charge et des conditions de travail des agentes et des agents.

ET TOUJOURS PLUS D'EMPLOIS VACANTS EN RAISON DES RECRUTEMENTS INSUFFISANTS

La DGFIP poursuit par ailleurs sa politique de sous recrutement en ne pourvoyant pas les emplois ouverts en loi de finances :

- En 2020, **1902** emplois non pourvus par rapport aux équivalents temps plein (ETP) ouverts en loi de finances
- En 2021, **2137** emplois non pourvus par rapport aux ETP ouverts en loi de finances
- En 2022, **2014** emplois non pourvus par rapport aux ETP ouverts en loi de finances
- En 2023, **1800** emplois non pourvus par rapport aux ETP ouverts en loi de finances

POURQUOI ?

D'abord parce que la DGFIP économise ainsi 50 millions d'euros par an de crédits de personnel sur le dos des agents pour financer d'autres dépenses de fonctionnement! C'est la fameuse fongibilité asymétrique ! C'est ainsi que se multiplient partout les emplois vacants ! Ces derniers sont le résultat d'une politique délibérée de notre administration et non d'aléas extérieurs !

Ensuite parce que les postes vacants d'aujourd'hui sont les suppressions d'emplois de demain ! C'est un encouragement à de futures coupes dans les effectifs !

Pour Solidaires Finances Publiques, il est grand temps que la DGFIP se préoccupe de la dette humaine qu'elle creuse ainsi en toute connaissance de cause !